

Appel de la société civile pour la défense de l'État de droit et de la justice

Et la stupidité s'est vendue à la force ;

La bête, qui a le droit de haïr, elle chante.

L'arôme du mensonge a battu ce record

De surpasser en puanteur le goût du sang.

Franz Werfel

In : *Les fabricants de mots de la guerre*

Le 31 mars, le Rassemblement national (RN) ainsi que des élus et des cadres du mouvement d'extrême droite ont été condamnés pour détournements de fonds publics. Marine Le Pen, qui était présidente du parti et parlementaire européenne au moment des faits, est la personne la plus lourdement condamnée : 5 ans d'inéligibilité avec exécution provisoire et 4 ans de prison, dont 2 avec sursis.

Depuis l'annonce de ce verdict qui découle de la seule application de la loi par des juges indépendants, le RN a choisi de dénoncer la décision de justice en des termes aussi abusifs que choquants. Il a accredité l'idée d'un « complot » mené par un « gouvernement des juges », s'attirant ainsi les soutiens enthousiastes des figures mondiales de l'extrême droite que sont Trump, Musk, Bolsonaro, Poutine, Orban ou Salvini.

Encore plus inquiétant, ces critiques d'une décision de justice ont été plus largement relayées par des élus et responsables politiques d'autres partis, y compris le Premier ministre, et par un grand nombre de médias peu soucieux de la réalité des faits.

Ces sorties ont immédiatement entraîné des menaces à l'endroit des magistrats qui ont rendu leur jugement collégialement.

Derrière cette violente attaque contre l'État de droit et les magistrats qui le servent, se dessine le refus de ce qu'il implique : un traitement égal de toutes et tous, personne ne pouvant réclamer l'application de privilèges liés à sa naissance, à son statut social ou à sa notoriété. Fermement attachés à l'égalité de toutes et de tous devant la loi, nous sommes nécessairement attachés à l'État de droit qui deviendrait un concept vide si l'indépendance de la justice n'était pas respectée.

Car il fut un temps où la justice bafouée a été dans un tel état qu'il n'a pu arriver d'autre sort pour la démocratie que de se transformer en désastre. Notre pays, la France, a connu cela jadis. L'Europe, notre continent, a connu cela jadis. Si ce ravage devait se reproduire, nous assisterions à ce spectacle révoltant d'une mémoire oubliée où les personnes honnêtes et les citoyens probes n'aurait plus d'influence sur la marche de la destinée du monde. Où les gens de réputation abominable, nourrissant des sentiments de vengeance et de haine, se dresseraient sans vergogne pour s'emparer des outils de la démocratie. Où le mensonge, le marchandage, l'intrigue, la force et la violence seraient les valeurs nouvelles des temps futurs. On arriverait alors à une pire époque de décadence ; et c'est pour éviter cela qu'il nous faut défendre la justice et les juges ; la justice et les juges qui statuent, au nom du peuple français, en conscience et en droit ; la justice et les juges qui ne tremblent pas, en condamnant, en toute légitimité, le Rassemblement national, le RN et ses figures de proue.

Châtelleraudaises et Châtelleraudais, restons rassemblés pour défendre l'État de droit et la Justice.

Section de Châtellerault de la LDH

Samedi 12 avril – Esplanade François-Mitterrand